

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OPALE ENVIRONNEMENT

52 rue Clément Ader
62100 Calais

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\OPALE
ENVIRONNEMENT_Centre de tri_rue Marcel Doret_CALAIS_0007002411\2_Inspections\2026 02 23
CI AIR Opale environnement
Code AIOT : 0007002411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement OPALE ENVIRONNEMENT implanté 1000 rue Marcel Doret 62100 Calais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OPALE ENVIRONNEMENT
- 1000 rue Marcel Doret 62100 Calais
- Code AIOT : 0007002411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Opale Environnement est autorisée, par arrêté préfectoral n° DAGE/BPU/IC-GM-2011-154 du 03/08/2011, à exploiter un centre de tri de déchets industriels rue Marcel Dorcet à Calais.

Cet arrêté est modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- arrêté préfectoral complémentaire du 30/12/2014 : constitution de garanties financières,
- arrêté préfectoral complémentaire du 02/09/2022 : modification des outils de broyage et installation d'une nouvelle ligne de tri.

Le centre réceptionne, trie et éventuellement traite les déchets suivants :

- déchets d'activités économiques contenant une fraction valorisable ("5 flux" en mélange),
- encombrants et refus de tri,
- déchets de meubles,
- déchets de bois,
- papiers, cartons et plastiques collectés séparément,
- métaux et déchets métalliques,
- placoplâtre,
- déchets de chantiers valorisables,
- déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- verre (laine de verre),
- tout-venant de déchetterie.

Le tri des collectes sélectives a été arrêté en 2011. La même année a été mise en place une ligne de production de combustibles solides de récupération (CSR).

Du fait de son activité de production de CSR (broyeur à déchets), le site relève de la réglementation IED (Industrial Emissions Directive) au titre de la rubrique 3532 (valorisation [...] de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour[...]).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Durant l'inspection, des impacts de balles ont été constatés sur toute la longueur de la cheminée contrôlée. L'exploitant explique que ces impacts proviennent de tirs réalisés par les usagers de l'aire d'accueil des gens du voyage, voisine du site.

Selon l'exploitant, certains occupants de l'aire d'accueil tirent sur la cheminée, sur les caméras, et sur les oiseaux se posant sur le bâtiment (goélands, mouettes). L'exploitant exprime ses inquiétudes concernant la sécurité de son personnel. Il doit supporter les coûts liés à la destruction de son matériel. A sa connaissance, les signalements et procédures qu'il a lancés n'ont pour l'instant rien donné.

L'inspection attire l'attention sur le caractère dangereux de cette situation qui non seulement nuit à l'activité du site mais met en danger son personnel et, de manière plus générale, les riverains de la zone.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point III de l'annexe 3.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Inventaire des flux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point III de l'annexe 2	Sans objet
2	Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point IV de l'annexe 2	Sans objet
3	Réduction des émissions atmosphériques diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point VI de l'annexe 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée dans le cadre de la campagne 2026 des contrôles inopinés "air" de la DREAL Hauts-de-France. Le laboratoire responsable de ce contrôle inopiné est le laboratoire GINGER LECES.

L'inspection a en particulier porté sur les rejets du broyeur à déchets. Une non-conformité est constatée (non-respect des fréquences de surveillance de certains paramètres) mais aucune suite n'est proposée à ce stade du fait des engagements présentés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire des flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point III de l'annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée :
III. Inventaire L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un

inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :

[...]

3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
- c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
- d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

Constats :

Dans son dossier de réexamen IED du 10/05/2019, l'exploitant avait indiqué que ce point était sans objet. En effet, au moment du dépôt de ce dossier, le réexamen a porté sur la ligne de production de CSR (combustibles solides de récupération), dont les rejets n'étaient pas canalisés. Cette ligne a depuis été remplacée par un broyeur à déchets polyvalent (modification actée par arrêté préfectoral complémentaire du 02/09/2022) dont les rejets sont bien canalisés.

L'exploitant est donc tenu d'établir et de tenir à jour un inventaire proportionné à son installation.. Cet inventaire a été transmis par courriel du 03/03/2026, sous la forme d'un synoptique de l'installation de dépoussiérage des rejets , et d'une synthèse intégrée au tableau de suivi des MTD du site, qui répond au contenu minimal attendu par le présent article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point IV de l'annexe 2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

IV. Surveillance

- Surveillance des effluents gazeux :

L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées permettre de remplir ces critères.

Paramètre	Norme(s)
Retardateurs de flamme bromés	Pas de norme EN
CFC	Pas de norme EN
PCB de type dioxine	NF EN 1948 -1, -2 et -4 (1)

Poussières	NF EN 13284-1
HCl	NF EN 1911
HF	NF X 43-304
Hg	NF EN 13211
H ₂ S	Pas de norme EN
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V)	NF EN 14385
NH ₃	NF X 43-303 NF X 43-321
Concentration d'odeurs	NF EN 13725
PCDD/F	NF EN 1948 -1, -2 et -3 (1)
COVT	NF EN 12619
<i>(1) L'échantillonnage peut aussi être réalisé conformément à la norme CEN/TS°1948-5 au lieu de la norme EN 1948-1.</i>	

Lorsqu'il est nécessaire de réaliser la surveillance des odeurs, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN (olfactométrie dynamique conformément à la norme EN 13725 pour déterminer la concentration des odeurs, ou la norme EN 16841-1 ou -2 pour déterminer l'exposition aux odeurs) ou, en cas de recours à d'autres méthodes pour lesquelles il n'existe pas de normes EN, comme l'estimation de l'impact olfactif, les normes ISO, les normes nationales ou les normes internationales sont réputées permettre de remplir ces critères.

Constats :

L'exploitant doit réaliser une surveillance semestrielle des poussières et des COVT. Le jour de l'inspection, il transmet le rapport d'une analyse réalisée par l'APAVE le 02/04/2025 ayant porté sur les poussières mais pas sur les COVT.

Le rapport de l'analyse des poussières du 02/04/2025 indique que la norme NF EN 13284-1 a bien été appliquée pour ce paramètre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réduction des émissions atmosphériques diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point VI de l'annexe 3.1

Prescription contrôlée :

VI. Techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses

L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :

	Technique	Description	Applicabilité
a	Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses	Cela inclut des techniques telles que : - une conception appropriée des tuyauteries ; - le recours préférentiel au transfert par gravité plutôt qu'à des pompes ; - la limitation de la hauteur de chute des matières ; - la limitation de la vitesse de circulation ; - l'utilisation de pare-vents.	Applicable d'une manière générale.
b	Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité	Cela inclut des techniques telles que : - des vannes à double garniture d'étanchéité ou équipements d'efficacité équivalente ; - des joints d'étanchéité à haute intégrité (garnitures en spirale, joints toriques) pour les applications critiques ; - des pompes/compresseurs/agitateurs équipés de joints d'étanchéité mécaniques au lieu de garnitures	L'applicabilité peut être limitée dans le cas des unités existantes, en raison de contraintes d'exploitation.

		de garnitures d'étanchéité ;- des pompes/compresseurs/agitateurs à entraînement magnétiques ;- des connecteurs pour flexibles, pinces perforantes, têtes de perçage, etc. appropriés, par exemple pour le dégazage des DEEE contenant des HFC ou des HCV.	
c	Prévention de la corrosion	Cela inclut des techniques telles que : - le choix approprié des matériaux de construction ;- le revêtement intérieur ou extérieur des équipements et l'application d'inhibiteurs de corrosion sur les tuyaux.	Applicable d'une manière générale.
d	Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses	Cela inclut des techniques telles que : - le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ;- le maintien à une	L'utilisation de bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène.Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.

		<p>maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ; - la c o l l e c t e et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de s y s t è m e s d'aspiration proches des s o u r c e s d'émissions .</p>	
e	Humidification	<p>Les sources potentielles d'émissions diffuses de poussières (par exemple, stockage des déchets, zones de circulation et procédés de manutention à ciel ouvert) sont humidifiées au moyen d'eau ou d'une brumisation.</p>	Applicable d'une manière générale.
f	Maintenance	<p>La maintenance consiste notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à garantir l'accès aux équipements susceptibles d'être à l'origine de fuites ; - à c o n t r ô l e r régulièrement les équipements de protection tels que rideaux à lamelles et p o r t e s à déclenchement rapide. 	Applicable d'une manière générale.

g	Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets	Le nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets consiste notamment à nettoyer régulièrement et dans leur intégralité la zone de traitement des déchets (halls, zones de circulation, zones de stockage, etc.), les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs.	Applicable d'une manière générale.
h	Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)	Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles, un programme LDAR est établi et appliqué, selon une approche proportionnée aux risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés.	Applicable d'une manière générale.

Constats :

Technique g : dans son dossier de réexamen IED du 10/05/2019, l'exploitant a indiqué appliquer la technique g avec en commentaire "nettoyage régulier et planifié".

Dans la pratique, les aires de manipulation des déchets sont nettoyées en continu par les grues qui balayent le sol à l'aide de vieux matelas (collectés pour le compte de l'éco-organisme Ecomaison). L'inspection a pu constater sur le terrain l'efficacité de cette pratique.

L'exploitant explique avoir suspendu temporairement le balayage manuel pour des problématiques de remise en suspension des poussières et qu'il est prévu des moyens alternatifs sont en cours de test (autolaveuses, véhicules de type "glouton") mais qu'un retour au balayage est prévu si ces tests s'avèrent non concluants. Une réflexion est également en cours concernant l'aspersion des aires de manipulation en période sèche.

Technique a : il n'y a pas de tuyauteries de transport de déchets sur le site. Les déchets sont stockés à même le sol (ce qui limite la hauteur de chute) dans des alvéoles délimitées par des parois en béton (dont l'effet d'assimile à celui d'un pare-vent).

Technique b : les activités du site n'impliquent pas de circuits de fluides ou de manipulation de fluides.

Technique c : pas de tuyauteries sur le site. La majeure partie des murs est en parpaings béton (pas de corrosion).

Technique d : les rejets du broyeur sont canalisés (hotte d'aspiration en sortie du broyeur, reliée à un système équipé de filtres en tissu).

Technique e : réflexion en cours pour une éventuelle aspersion des aires. L'efficacité d'une telle mesure n'est pas évidente du fait de la grosseur des morceaux de déchets éparpillés.

Technique f : le temps limité de l'inspection n'a pas permis d'aborder ce point.

Au regard de ce qui précède, l'exploitant a mis en place plusieurs des techniques du présent point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point III de l'annexe 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

III. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
------------	-----------	---------------	---------------------------

Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5 mg/Nm ³ ou 10 mg/Nm ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	semestrielle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Retardateurs de flamme bromés (1)	/	annuelle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	PCB de type dioxine (1)	/	annuelle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1)	/	annuelle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	PCDD/F (1)	/	annuelle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	COVT	/	semestrielle
Traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV	CFC	10 mg/Nm ³	semestrielle
Traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV	COVT	15 mg/Nm ³	semestrielle
Traitement mécanique des déchets à valeur calorifique	COVT (1)	30 mg/Nm ³	semestrielle
Traitement des DEEE contenant du mercure	Hg	5 µg/Nm ³	trimestrielle

(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

Constats :

Le broyeur polyvalent (qui relève de la rubrique 3532) n'est alimenté que par des déchets solides (bois, plastiques, déchets d'ameublement). Il s'agit d'un traitement purement mécanique (aucun traitement physico-chimique n'est réalisée). Aucun déchet liquide n'est traité. Avant rejet, les gaz sont traités par un dépoussiéreur (dépoussiéreur équipé de filtres en tissu). L'épuration des rejets est sèche, et il n'y a pas d'injection d'eau dans le broyeur. Le filtre en tissu est changé par le fournisseur au-delà d'une certaine perte de charge aéraulique (détection et défaut intégrés à la conception du système).

Pour rappel, ce broyeur remplace l'ancienne ligne de production de CSR (combustibles solides de récupération). Le broyeur ne traite majoritairement que du bois de classe B (palettes et morceaux de palettes, déchets d'ameublement...). Il ne tourne plus que ponctuellement (selon l'exploitant, le dernier broyage avait été réalisé 7 jours avant). L'exploitant indique que le volume de cette activité tend à se réduire.

Les VLE applicables au broyeur à déchets sont :

poussières : 5 mg/Nm³,

COVT : 30 mg/Nm³,

pour une fréquence de surveillance : semestrielle.

L'exploitant présente le dernier rapport d'analyse des rejets (analyse du 02/04/2025), analyse qui n'a porté que sur les poussières. Selon ce rapport, les concentrations en poussières sont pratiquement nulles. L'exploitant explique que le groupe s'impose des concentrations maximales plus contraignantes, en partie afin de respecter le droit du travail.

NON-CONFORMITE : la surveillance semestrielle pour les poussières et les COVT n'est pas respectée.

L'exploitant a transmis en aval de l'inspection (par courriel du 03/03/2026) un devis et un bon de commande constitués auprès de l'APAVE pour une nouvelle analyse qui porterait à la fois sur les COVT et les poussières, dans le respect des normes mentionnées par le présent article. Il s'engage dans ce courriel à systématiser la surveillance semestrielle de ces deux paramètres.

Du fait de ces engagements, aucune suite administrative n'est proposée à ce stade. Toutefois, le constat ne sera clos qu'une fois que la surveillance semestrielle des poussières et des COVT sera effectivement mise en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : la surveillance semestrielle des COVT et des poussières dans les rejets du broyeur devra être effectivement mise en place, comme l'exploitant s'y est engagé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois